

Nord et sud, le dialogue

Marie-Hélène Verville

Les nations ne se battent pas toutes à armes égales face au réchauffement planétaire. « C'est difficile de mettre en place des mesures pour s'adapter aux changements climatiques dans des pays qui luttent contre la propagation du VIH ou pour construire un meilleur système d'éducation », notait Michel Taché, de l'Agence canadienne de développement international lors de la conférence « Apprentissages et collaborations en matière d'adaptation aux changements climatiques ». Pourtant, des pays moins nantis trouvent des outils intéressants, à adopter ici.

Qu'elles soient riches ou pauvres, toutes les populations devront s'adapter aux changements climatiques dans les prochaines décennies. Le Protocole de Kyoto arrive trop tard pour arrêter ce processus. « Le réchauffement planétaire est un enjeu nouveau pour l'humanité. Au Nord comme au Sud, nous avons beaucoup à apprendre des autres manières de s'acclimater », affirme le président du comité scientifique du *Colloque Science et société : les changements climatiques*, Jean-Pierre Revéret.

Un des enjeux importants touche la communication, tant au Nord qu'au Sud. Les similarités entre le Mali et le Québec sont parlantes. « Les deux pays observent des changements dans leurs régions désertiques — qu'elles soient de neige ou de sable. De plus, les populations qui habitent ces régions sont marginalisées par leurs pays respectifs et ont un mode de vie plus traditionnel », explique Jean-Pierre Revéret. D'ailleurs, la plupart des peuples autochtones maliens et québécois n'ont pas de termes pour désigner l'effet de serre, même s'ils ont mille synonymes à « neige » ou à « sable ».

Pourtant, beaucoup de ces peuples devront changer radicalement leurs habitudes. Dans la région du Sahel en Afrique, les techniques agricoles doivent être modifiées en trouvant, par exemple, des semences accommodées aux nouvelles températures. « La solution passe par une collaboration égalitaire entre les tenants des savoirs traditionnels et la communauté scientifique », croit Jean-Pierre Revéret. Un beau modèle provient des pays moins développés, explique la directrice du Département de gestion de l'environnement à l'Université Senghor en Égypte, Caroline Gallez. Des pays comme la Mauritanie ont créé des équipes qui consultent les populations locales pour trouver des solutions. « Ces populations appuient et s'approprient les solutions au problème grâce à ce mécanisme », conclut-elle.



Avoir les politiques environnementales à l'œil

Danny Raymond

Pendant que Québec et Ottawa s'arrachent la chemise en public et font retarder la signature d'une entente conjointe de 328 M\$ sur l'environnement, on peut se demander qui presse le gouvernement à respecter ses engagements envers le Protocole de Kyoto et veille à promouvoir l'engagement citoyen.

La question arrive à point nommé, alors que des représentants des gouvernements fédéral et provincial sont attendus aujourd'hui à 14 h à l'UQAM, lors de la *Conférence sur les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)* pour présenter leurs plans respectifs d'actions environnementales.

Au cœur de sa mission, la Coalition Québec-Kyoto agit à titre de chien de garde des politiques gouvernementales au Québec. Leur déclaration de principes souscrit d'emblée à cet objectif, le texte enjoignant les pouvoirs publics à mettre en place notamment des plans d'actions précis prévoyant l'atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto, et ce, bien au-delà 2012.

Entre autres mesures, la Coalition réclame de Québec l'engagement de présenter un plan d'action sur les changements climatiques assorti d'un échéancier de mise en œuvre, des indicateurs précis et mesurables permettant d'assurer un suivi annuel des actions.

En parallèle de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la Coalition tient jusqu'à la fin décembre une série d'activités publiques. À ce titre, le *Rendez-vous citoyen Kyoto* appelle à l'information, à la sensibilisation de l'opinion publique et compte justement sur l'action citoyenne pour contribuer significativement à réduire l'émission des gaz à effet de serre. Une vingtaine de groupes représentant les milieux politique, écologique, syndical, communautaire et universitaire, dont l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM, se sont réunis pour l'occasion.

Les activités auxquelles le grand public est convié culmineront par la conférence bilan de la COP-11 et de la première réunion des Parties au Protocole de Kyoto, organisée conjointement par l'Institut d'études internationales de Montréal et la Chaire de développement durable et responsabilité sociale de l'UQAM.

Au creux de nos mains

Propos recueillis par Isabelle Burgun

Après l'ouvrage *Mal de Terre* (Seuil 2003), faut-il encore présenter les idées de Hubert Reeves en matière de changements climatiques? Il dresse dans ce livre un bilan des menaces qui pèsent sur la planète et insiste sur l'urgence d'agir. Notre avenir est entre nos mains martèle encore aujourd'hui l'astrophysicien.

ASP : Êtes-vous optimiste ou pessimiste quant aux retombées de la Conférence des Nations Unies?

M. Reeves : Vous m'offrez une alternative manichéenne. Quel que soit le résultat de la Conférence de Montréal, ma position n'est pas d'être optimiste ou pessimiste. Le Père de l'Europe, Jean Monnet, disait : « Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste, je suis déterminé ». Et même si les décisions de la Conférence ne sont pas à la hauteur des circonstances — peut-être le seront-elles? — chacun doit être déterminé pour que tous ensemble, chacun à sa place, nous fassions quelque chose pour nous sortir d'un engrenage néfaste. Il n'est plus temps de s'interroger sur nos états d'âme. Il est temps d'avoir comme état d'esprit la volonté d'agir soi-même quoi que fassent les autres.

ASP : Avons-nous les outils scientifiques pour contrecarrer le réchauffement de la planète?

M. Reeves : La prédiction par les scientifiques de l'évolution du climat et les causes dudit réchauffement s'appuie sur l'utilisation de modèles informatiques. Il y a consensus chez les climatologues pour dire que l'augmentation des températures va se poursuivre au cours du siècle qui commence. L'ampleur du réchauffement attendu est de 1,4 à 5,6 °C. Déjà les glaces fondent, les glaciers aussi, le niveau de la mer monte... Jamais depuis 650 000 ans, il n'y a eu autant de gaz carbonique dans notre atmosphère. Tout est là. Et c'est l'humanité qui est responsable. C'est avec des outils scientifiques existants ou à concevoir et surtout une volonté planétaire que nous pourrions enrayer le processus enclenché. Pour enrayer un trop grand réchauffement de la planète, il faudrait une baguette

magique. Chacun de nous détient une parcelle de cette baguette... Elle ne sera opérationnelle que si toutes les parcelles sont assemblées.

ASP : Comprendons-nous suffisamment bien les changements climatiques et l'urgence de réagir dès maintenant?

M. Reeves : Les scientifiques du Groupe international d'experts sur le climat (GIEC) répètent à longueur de rapports que nous sommes responsables de la situation. Nul ne peut dire : « Je ne suis pas au courant ». Mais seuls les pays riches ont les moyens d'agir. Combattre le réchauffement climatique nécessite de développer des formes d'énergies renouvelables qui n'entraînent pas l'émission de gaz à effet de serre. Alors, les électeurs doivent interpellier les élus, et les élus faire preuve de pédagogie. « Ne pas rester passif » : telle doit être la volonté individuelle et collective.

À lire : *Dialogues du ciel et de la vie*, le dernier ouvrage d'Hubert Reeves, paru en mars 2005, Éditions du Seuil et France-Culture.

À surveiller !

La tenue du colloque « Les changements climatiques » marque le coup d'envoi d'une série d'événements institutionnels intitulée *Rencontres sciences et société*. Organisée par l'UQAM, de concert avec la Faculté des sciences, cette série s'inscrit en marge de la programmation du *Coeur des sciences*, qui sera lancée au printemps 2006.

Prochaines Rencontres sciences et société :

- **Colloque sur la biodiversité** dont le sous-comité scientifique est présidé par Daniel Gagnon, professeur au Département des sciences biologiques de l'UQAM, appuyé par Robert Davidson du Biodôme de Montréal et professeur associé à l'Institut des sciences en environnement (ISE)
- **Colloque sur les biotechnologies** dont le sous-comité scientifique est présidé par Sylvie Laliberté, professeure au Département des sciences biologiques de l'UQAM
- **Colloque sur les nouvelles thérapies et la prévention dans le domaine de la santé** dont le sous-comité scientifique est présidé par Lucie Lamontagne, professeure au Département des sciences biologiques de l'UQAM, appuyée par Livain Breaux et René Roy, tous deux professeurs au Département de chimie de l'UQAM.